



ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2016 autorisant la SAS KERMENÉ
à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement
zone de Vaucouleurs à Vildé-Guingalan**

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998, complété le 21 juillet 2010, autorisant la SAS KERMENÉ à exploiter sur la commune de Vildé-Guingalan, une installation de transformation de produits à base de viandes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016, complété le 17 mai 2023, autorisant la SAS KERMENÉ, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Perey » à Le Mené, à augmenter les capacités de production de son unité de fabrication de produits élaborés (salaison, charcuterie) dans la zone d'activités de Vaucouleurs à Vildé-Guingalan ;

Vu l'arrêté de Dinan Communauté du 18 mai 2015 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement KERMENE Vildé-Guingalan dans le système de collecte et de traitement de Dinan Communauté (Station d'épuration de Lanvallay-le Marais) et les valeurs de rejet en qualité et en quantité fixées en annexe de cet arrêté ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 10 juillet 2018 par l'exploitant, relatif à l'emploi dans les équipements frigorifiques de gaz à effet de serre fluorés ;

Vu le dossier de réexamen IED transmis le 30 novembre 2020 ;

Vu le mémoire justificatif de non-redevabilité au rapport de base transmis en accompagnement du dossier de réexamen IED du 30 novembre 2020 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 1^{er} avril 2022 par l'exploitant, concernant la modification des installations de chaleur et frigorifique sur le site ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 20 octobre 2022 par l'exploitant, concernant la sécurisation de l'alimentation du site en énergie ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 9 octobre 2025, complété le 31 octobre 2025, par l'exploitant concernant le changement des tours aéroréfrigérantes par dispersion d'eau dans un flux d'air par les tours aéroréfrigérantes adiabatiques, la modification de la production d'eau chaude, le retrait du groupe électrogène de 4 MW et l'ajout de deux réserves en eau en cas d'incendie ;

Vu que l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, et qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé, les valeurs limites en concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites des NEA-MTD divisées par «1-taux d'abattement» de la station ;

Vu les taux d'abattement réels moyens de la station d'épuration communale de Dinan transmis par addendum au dossier de l'exploitant pour les paramètres DCO, DBO5 , MES, NGL, et Pt ;

Vu la conformité des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux sur le paramètre azote globale NGL depuis janvier 2024 ;

Vu l'avis favorable du SDIS en date du 5 novembre 2025 concernant la mise en place et le positionnement de deux réserves souple de 250 m³ en complément de la réserve extérieure au site de 250 m³ ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de la SAS KERMENÉ sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé le 18 novembre 2025 et réceptionnés le 20 novembre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives à la rubrique IED des installations ;

CONSIDÉRANT que la SAS KERMENE relève de la directive IED au regard des activités de transformation de produits à base de viandes sur le site de Vildé-Guingalan ;

CONSIDÉRANT que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique 3642-3.a et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF FDM ;

CONSIDÉRANT que les activités IED du site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances potentiellement polluantes ;

CONSIDÉRANT que les rejets aqueux des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les rubriques et les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives aux valeurs limites d'émission (VLE), aux périodicités de surveillance des rejets aqueux et des rejets atmosphériques, aux moyens de lutte en cas d'incendie en application des dispositions des articles R. 581-45 et R. 515-70 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 autorisant la SAS KERMENÉ, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Perey » à Le Mené, à exploiter zone d'activités de Vaucouleurs à Vildé-Guingalan une unité de transformation de produits à base de viandes, sont modifiées et complétées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 – Nature des installations

Les dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont complétées comme suit :

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2016 est modifié comme suit :

Rubrique ICPE - IOTA	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
3642-3-a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10, où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	220 t/j en pointe 40 000 t/an	A
4735-1.a	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	4,05 t SDM1 : 2,8 t SDM2 : 150 kg (AIR PAC) SDM3 : 1,1 t	A
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770,	7,5 MW	DC ⁽¹⁾

Rubrique ICPE - IOTA	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
	2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière de 4,5 MW au GN ou FOD en secours 2 GEC de 1,5 MW unitaire au GN <i>Groupe ⁽²⁾ électrogène de secours 358 kW (250 kW et 2x 44 kW) au FOD</i>	
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	7 t	D
1510-2.c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	17280 m ³	DC ⁽¹⁾
1185-2.a	<i>Gaz à effet de serre fluorés</i> 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	995 kg	DC ⁽¹⁾
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	15,85 ha	D

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC* (soumis au contrôle périodique), NC (non classé)

⁽¹⁾ En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

⁽²⁾ Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale :

Article 1.4.1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 : « Les dispositions [des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2](#) (deuxième alinéa), [5.9, 5.10](#) (deuxième alinéa), [6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe](#) ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. »

Article 3 – Modifications des prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont modifiées et complétées comme suit :

Article 4.2.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Combustion

Les rejets des installations de combustion doivent respecter les valeurs limites définies à l'annexe I, article 6.2.4, point II de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Le combustible utilisé dans les installations de combustion est le gaz naturel GN et en secours pour la chaudière, le fioul domestique FOD.

Fumage

Les rejets issus des enceintes de fumage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration si la charge d'émissions mesurée en sortie d'un des fumoirs est supérieure à 500 g/h.

Paramètre	Procédé spécifique	Équipement	Concentration en mg/Nm ₃
COVT	Enceintes de fumage	Fumoir n°2	50 ² mg/Nm ₃ (si la charge d'émission est supérieure à 500 g/h)
		Fumoir n°3	
		Fumoir n°4	
		Fumoir n°6	
		Fumoir n°7-1	
		Fumoir n°7-2	
		Fumoir n°8	
		Fumoir GEA n°2	
		Fumoir GEA n°4	

Article 4 – Modifications des prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Les dispositions de l'article 5.3.9 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont modifiées et complétées comme suit :

Article 5.3.9 - Valeurs limites d'émission des eaux pré-traitées avant rejet dans une station d'épuration collective (STEP de Dinan)

Les effluents aqueux pré-traités sont rejetés dans le réseau collectif au point de raccordement défini dans l'article 5.3.5 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016.

Un arrêté de la collectivité en charge du réseau, pris au titre de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, et complété le cas échéant d'une convention signée des deux parties, encadre les modalités de rejet.

Les effluents ainsi collectés sont dirigés vers la station de traitement de Dinan.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif, les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définis ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission			
		Applicables jusqu'au 04/12/2023		Applicables à compter du 04/12/23	
		Concentration maximale 24h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration maximale 24h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Volume	1552	/	400 m ³ /j 17 m ³ /h	/	400 m ³ /j 17 m ³ /h
DCO	1314	2000 mg/l	800 kg/j	2000 mg/l	800 kg/j
DBO ₅	1313	800 mg/l	320 kg/j	800 mg/l	320 kg/j
MES	1305	600 mg/l	240 kg/j	600 mg/l	240 kg/j
Azote Kjeldahl	1319	150 mg/l	100 kg/j	150 mg/l	60 kg/j
Azote global	1551	/	/	492 mg/l	196 kg/j
Phosphore total	1350	50 mg/l	20 kg/j	50 mg/l	20 kg/j
Chlorures (Cl)	1337	2000 mg/l	800 kg/j	2000 mg/l	800 kg/j

Article 5 – Modifications des prescriptions relatives aux modalités de surveillance des rejets aqueux

Les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont modifiées et complétées comme suit :

Article 11.2.1 – Auto-surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Combustion

Le programme de surveillance des émissions des installations de combustion se fait conformément aux fréquences définies à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Fumage

Le programme de surveillance des émissions des enceintes de fumage (Fumoir n° 2, n° 3, n° 4, n° 6, n° 7-1, n° 7-2, n° 8, GEA n° 2 et GEA n° 4) mentionnées à l'article 3 du présent arrêté est réalisé à la fréquence suivante :

Paramètre	Fréquence
COVT	Annuelle

Article 6 – Modifications des prescriptions relatives aux modalités de surveillance des rejets aqueux

Les dispositions de l'article 11.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont complétées comme suit :

Article 11.2.3.1 - Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

REJETS (vers réseau d'assainissement communal)			
Paramètres	Unités	Fréquences de surveillance	
		Applicables jusqu'au 04/12/2023	Applicables à compter du 04/12/23
Volume	m ³	Continu	Continu
pH	/	Continu	Continu
Température		Continu	Continu
DCO	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	Hebdomadaire
DBO ₅	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	
MES	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	
Azote Kjeldahl	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	
Azote global	mg/l	/	
Phosphore total	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	
Chlorures (Cl)	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	

Le suivi est réalisé sur les rejets d'eaux résiduaires industrielles, à partir d'échantillons prélevés sur une durée de vingt-quatre heures, proportionnellement au débit, et conservé en enceinte réfrigérée.

Article 7 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont complétées comme suit :

Article 9.2.5 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation KERMENÉ dispose des moyens suivants :

- un dispositif de sprincklage de l'ensemble des locaux avec une réserve de 423 m³
- un réseau de Robinets d'Incendie Armé RIA
- des extincteurs adaptés (1 extincteur pour 200 m²)
- deux réserves souples de 250 m³ unitaire, conformément aux préconisations du SDIS22
- une réserve incendie communale de 250 m³ située dans la zone d'activités de Vaucouleurs, à 200 mètres à l'est du site de Kermené.

Article 8 – Autres dispositions

Les dispositions des articles :

- 5.3.13 - Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement
- 10.2.1 – Dispositions générales applicables à la rubrique 2921
- 10.2.2 – Prévention du risque Legionellose
- 11.2.3.3 - Eaux de refroidissement
- 11.2.4 - Auto surveillance des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air

de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 sont abrogées.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2023 est abrogé.

Article 9 - Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Vildé-Guingalan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Vildé-Guingalan pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex.

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Dinan, le maire de Vildé-Guingalan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le **19 DEC. 2025**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN

